

Naf Naf, nouvelle victime de la crise de l'habillement

L'enseigne de mode féminine, qui emploie 660 personnes, est placée en redressement judiciaire. L'inquiétude des salariés est d'autant plus forte que d'autres marques ont déjà été touchées.

Par [Juliette Garnier](#)

Publié le 06 septembre 2023

L'enseigne Naf Naf est de nouveau placée en redressement judiciaire. [Le tribunal de commerce de Bobigny a validé l'ouverture de cette procédure](#), à la demande de ses dirigeants, mercredi 6 septembre.

C'est la deuxième fois en trois ans que la chaîne de prêt-à-porter féminin est sous le coup d'une procédure collective. [En juin 2020, Naf Naf avait été reprise par l'un de ses fournisseurs, SY International](#), à la barre du tribunal, à la suite des difficultés financières de son actionnaire, le groupe chinois La Chapelle. Son offre avait été préférée à celle du groupe breton Beaumanoir, à la tête de 2 500 magasins. Selçuk Yilmaz, fondateur de SY, avait emporté l'enseigne fondée en 1973 par les frères Pariente, à Paris, dans le quartier du Sentier, et revendue à prix d'or au groupe Vivarte en 2007. L'entrepreneur franco-turc s'était engagé à maintenir 944 emplois. La chaîne emploie aujourd'hui 660 personnes et a réalisé 141 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2022, grâce à un réseau de 125 magasins.

Cette fois, la société explique sa cessation de paiements par « *des éléments extérieurs imprévisibles et imparables* », dont « *le choc inflationniste et la flambée des prix de l'énergie, des matières premières et du transport* » ou la « *concurrence étrangère dont les moyens de production discutables lui offrent une compétitivité déloyale* » en faisant allusion, sans le citer dans son communiqué de presse, à la puissance de feu de [Shein, site chinois de mode à petits prix](#). L'enseigne peine notamment à honorer ses loyers dus pendant les périodes de fermeture imposées en 2020 et 2021 pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Le montant de son passif atteint environ 60 millions d'euros, dont près d'un tiers provient précisément de loyers impayés.

Une vingtaine de boutiques menacées

En interne, les représentants des 660 salariés soulignent d'autres désordres depuis la reprise de l'enseigne par SY, fabricant qui, en 2019, avait aussi obtenu à la barre du tribunal l'enseigne Sinéquanone ; ses treize boutiques ont été liquidées en avril. Luc Mory, qui

assurait la direction générale de Naf Naf et avait soutenu l'offre de SY en 2020, a quitté ses fonctions au printemps. Le siège social est aussi « désorganisé » depuis un plan de sauvegarde de l'emploi, achevé en juin, portant sur une trentaine de postes, pointée une élue syndicale. Les responsables des magasins s'inquiètent du départ de l'ensemble des directeurs régionaux de l'enseigne.

Toutefois, d'après ses porte-parole, M. Yilmaz et ses avocats ont pour « *objectif principal (...) d'élaborer un plan de continuation* » de l'entreprise qui bénéficie d'une période d'observation de six mois. L'enjeu est de taille : les magasins Naf Naf constituent l'un des débouchés du fabricant qui emploie 1 500 personnes, notamment dans une usine en Tunisie. « *Comment va-t-il pouvoir relancer la machine Naf Naf ?* », s'interroge une salariée. D'après l'AFP, une vingtaine de fermetures de boutiques pourraient être menées. La CFDT, organisation syndicale majoritaire dans l'entreprise, appelle à la « *responsabilité de tous pour éviter la casse sociale* » alors que « *dans certains territoires, les possibilités de retrouver un emploi de qualité peuvent être rares* ». L'inquiétude des salariés est d'autant plus forte que la crise de l'habillement a déjà fait de nombreuses victimes.

A commencer par Camaïeu, dont l'ensemble des 511 magasins ont été liquidés le 3 octobre 2022, entraînant la suppression de 2 600 emplois. D'autres chaînes sont dans une très mauvaise passe. [Kookaï](#), autre enfant du Sentier né en 1983, est en redressement judiciaire depuis février ; elle a fermé une vingtaine de ses magasins en mai et supprimé 54 emplois. [Don't call me Jennyfer](#), enseigne de 220 magasins qui emploie 1 112 personnes, est également sous le coup d'une procédure de redressement judiciaire depuis le 21 juin. [Pimkie](#), autre figure du secteur de la mode féminine, doit élaborer un plan de relance, après avoir annoncé la fermeture de 63 boutiques d'ici à 2027 et la suppression de 250 postes.

[Juliette Garnier](#)